



L'équivalence boursière CH-UK pose les bases pour approfondir les relations

La non-reconnaissance de l'équivalence de la réglementation boursière suisse par l'UE a pesé également sur les relations entre les places financières suisse et britannique. La Suisse et le Royaume-Uni ont surmonté ce blocage avec les actes législatifs entrés en vigueur le 3 février 2021.

La Suisse et le Royaume-Uni sont les deux plus grands centres financiers d'Europe. Et malgré la concurrence, les relations entre les deux places financières sont très étroites. Par le passé, cependant, leurs relations ont été soumises à de fortes tensions. En effet, depuis que l'UE a laissé expirer, pour des raisons politiques, la reconnaissance de l'équivalence boursière suisse, fin juin 2019, les actions suisses ne pouvaient plus être négociées sur les places boursières du Royaume-Uni. La raison est l'introduction par la Suisse d'une obligation d'obtenir une reconnaissance des plateformes boursières étrangères de l'UE afin de protéger l'infrastructure boursière suisse

Normalisation des relations boursières entre la Suisse et le Royaume-Uni

Depuis la fin de la période de transition, le 31 décembre 2020, et le Brexit, le Royaume-Uni peut à nouveau réglementer ses marchés financiers de manière

indépendante. Il n'a pas tardé à agir: avec l'acte normatif qui est entré en vigueur, le gouvernement britannique a reconnu l'équivalence de la réglementation boursière suisse. La Suisse a également pris les mesures nécessaires dans ce sens. Un obstacle majeur dans les relations bilatérales entre la Suisse et le Royaume-Uni a pu être rapidement supprimé, et ce dans l'intérêt des deux parties

Approfondir les bonnes relations

La normalisation du négoce bilatéral des actions n'est pas la dernière pierre de l'édifice, mais au contraire le début d'un nouvel approfondissement des relations dans le secteur des services financiers. En effet, les industries financières britannique et suisse réclament depuis longtemps un modèle fondamentalement nouveau basé sur la pleine reconnaissance des réglementations nationales.

À l'occasion d'un échange virtuel, les ministres des Finances des deux pays ont également confirmé récemment les grandes ambitions concernant un accord bilatéral sur les services financiers. Les négociations y relatives devraient commencer sous peu. Si l'accord est conclu rapidement, la Suisse et le Royaume-Uni disposeront d'une nouvelle base contractuelle stable et tournée vers l'avenir pour leurs places financières de premier plan au niveau mondial et digne de l'intensité de leurs relations économiques.